



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

À Nairobi, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques s'ouvre sur un avertissement : les changements climatiques pourraient être la pire menace de tous les temps

(6 novembre 2006) La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques 2006 s'est amorcée aujourd'hui avec des appels à l'action et une sérieuse mise en garde : les changements climatiques deviennent rapidement l'un des plus grands défis de l'histoire de l'humanité.

« Les changements climatiques apparaissent de plus en plus comme l'une des pires menaces qui ait jamais pesé sur l'humanité », a déclaré le président de la Conférence, M. Kivutha Kibwana, Ministre kényan de l'environnement.

La conférence de deux semaines, qui combine la douzième Conférence des 189 Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et la deuxième réunion des 166 Parties au Protocole de Kyoto, est le premier sommet de l'ONU sur le climat à se tenir en Afrique subsaharienne. On y attend quelque 5 000 participants.

Soulignant que le réchauffement climatique met en péril les objectifs de développement de milliards de personnes parmi les plus pauvres de la planète, le président de la conférence, M. Kibwana, a affirmé:

« Nous faisons face à un réel danger, celui de perdre au cours des prochaines décennies les récents gains obtenus sur le plan de la réduction de la pauvreté, en particulier dans les communautés les plus démunies du continent africain. »

Il a poursuivi en déclarant que les maigres ressources de ces communautés, qui auraient normalement été employées dans des projets essentiels de développement économique, serviraient plutôt à d'autres urgences, telles les crises sanitaires, les pénuries d'eau ou les ruptures de l'approvisionnement alimentaire.

M. Kibwana a appelé les Parties présentes à Nairobi à collaborer pour mener une action concrète dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques.

« Les émissions passées et actuelles de gaz à effet de serre ayant déjà provoqué une certaine élévation de la température, nous devons prendre des mesures d'adaptation en conséquence », a-t-il ajouté.



Le Secrétaire exécutif de la CCNUCC, M. Yvo de Boer, a exhorté les Parties à déterminer les activités à mener dans le cadre du plan de travail quinquennal sur les impacts, la vulnérabilité et l'adaptation.

« Nous espérons que les pays présents à Nairobi prendront des décisions qui renforceront les mesures d'adaptation sur le terrain », a-t-il renchéri.

Un autre résultat clé attendu est la conclusion d'un accord sur la façon de gérer le Fonds d'adaptation de la CCNUCC. Ce fonds est financé par une partie des recettes provenant du mécanisme pour un développement propre établi par le Protocole de Kyoto.

Le mécanisme pour un développement propre permet aux pays industrialisés Parties au Protocole d'investir dans des projets de développement menés dans des pays en développement, qui leur valent des crédits d'émission échangeables.

« Les ministres réunis à Nairobi ont la possibilité d'en venir à un accord sur les éléments critiques de la gouvernance et de la gestion du Fonds d'adaptation », a souligné le principal responsable de la question des changements climatiques au sein des Nations Unies.

Le président de la Conférence, M. Kivutha Kibwana, a appelé les participants à aider les pays les moins avancés, en particulier les pays africains, à surmonter les obstacles qui se dressent devant eux, en participant efficacement au mécanisme pour un développement propre.

Après un départ fructueux en mai 2006 à Bonn, les discussions sur les futures actions visant l'adaptation aux changements climatiques se poursuivront à Nairobi.

Le premier volet concerne la négociation des engagements des Parties au Protocole de Kyoto après 2012, le second les pourparlers menés dans le cadre de la CCNUCC sur l'avenir du processus lié aux changements climatiques, en s'attachant à la façon de faire progresser le développement durable et de réaliser pleinement le potentiel offert par les options fondées sur le marché.

M. Kibwana a demandé que la question de l'atténuation des effets des changements climatiques soit prise en charge en fonction de la responsabilité de chaque pays.

« Le futur régime doit être équitable et nous permettre de stabiliser les concentrations atmosphériques de gaz à effet de serre tout en assurant un développement économique durable », a-t-il conclu.

Avis aux journalistes: Pour de plus amples informations, veuillez communiquer avec :
Mme Carrie Assheuer, Assistante à l'information publique et aux médias : +254 (0)727 534 420
M. John Hay, Directeur des communications et des médias: tél. : +254 (0)727 534 419
Voir aussi le site <<http://unfccc.int>>